

Une newsletter mensuelle

Vol 06 - Numéro 11
Novembre 2025

The Bottom Line

SOMMAIRE

Fiscalité Directe **2**

Fiscalité Indirecte **3**

Droit des Sociétés **4**

L'essentiel pour les CFO **5**

Fusions & Acquisitions **6**

Actualités Récentes **7**

Glossaire **8**

À Propos **9**

MÉTRIQUES

Indices

BSE SENSEX	83,939	4.57%	▲
NSE NIFTY50	25,722	4.51%	▲
NASDAQ Composite	23,725	4.70%	▲
NIKKEI 225	52,411	16.64%	▲

Devises

USD/INR	88.77	0.08%	▲
Euro/INR	102.40	1.77%	▲
GBP/INR	116.78	2.24%	▲
JPY/INR	0.58	4.01%	▲

Note: L'évolution d'un mois sur l'autre au 31 octobre 2025 est indiquée en pourcentage.
Source: NSE.com, BSE.com, NASDAQ.com, NIKKEI.com, Investing.com



FISCALITÉ DIRECTE

Circulaires / Notifications

Prolongation des délais de dépôt de l'ITR et du rapport d'audit fiscal dans certains cas

Le CBDT a annoncé une extension des principales échéances de conformité pour l'exercice 2025-26. La date limite de dépôt des Income Tax Returns (ITR) pour les contribuables soumis à un audit comptable est repoussée du 31 octobre au 10 décembre 2025. En conséquence, la date limite de soumission du rapport d'audit fiscal est également prolongée au 10 novembre 2025.

Circular No. 15 of 2025 dated October 29, 2025

La nouvelle convention fiscale bilatérale (DTAA) entre l'Inde et le Qatar entrera en vigueur à partir de l'exercice fiscal 2026-27

L'Inde et le Qatar ont signé une nouvelle convention bilatérale (DTAA), applicable à compter du 1er avril 2026, qui introduit plusieurs ajustements majeurs alignés sur les standards fiscaux internationaux. La convention prévoit une imposition des dividendes à 5% (pour une participation $\geq 25\%$, contre $\geq 10\%$ auparavant) ou 10% dans les autres cas, introduit une clause de « Service PE » pour les prestations dépassant 90 jours, et couvre désormais les transferts indirects au titre des plus-values. Une clause « Entitlement to Benefits » a également été ajoutée afin de prévenir les abus de convention et de garantir que les avantages fiscaux ne s'appliquent qu'aux résidents légitimes.

Notification No. 154 of 2025 dated October 24, 2025



Décisions judiciaires

Le Tribunal accorde la déduction complète au titre de la Section 54 malgré la copropriété du nouveau bien

Le Tribunal a confirmé que la déduction intégrale prévue par la Section 54 pouvait être accordée au contribuable, sur la base de son investissement réel dans le nouveau bien immobilier, bien que celui-ci soit en copropriété avec son gendre. Il a constaté que la contribuable avait financé plus de 85 % du prix d'acquisition, et que la déduction ne pouvait donc pas être limitée à 50 % au seul motif d'une propriété conjointe. L'officier évaluateur avait restreint la déduction sans contester le montant effectivement investi.

Neelam Shamsher Kashyap (ITAT, Mumbai)

La simple utilisation d'une technologie ne constitue pas des « Fees for Technical Services » (FTS)

Le Tribunal a jugé que les revenus issus des prestations fournies ne pouvaient pas être considérés

Prolongation des délais de dépôt de l'ITR et du rapport d'audit fiscal dans certains cas

La nouvelle convention fiscale bilatérale (DTAA) entre l'Inde et le Qatar entrera en vigueur à partir de l'exercice fiscal 2026-27

La simple utilisation d'une technologie ne constitue pas des « Fees for Technical Services » (FTS)

comme des "Fees for Technical Services (FTS)" au sens de l'Article 12(3)(b) de la DTAA Inde-Belgique, soulignant que le simple recours à une technologie ne suffit pas à qualifier un service de technique, à moins qu'il ne fasse appel à des compétences spécialisées lors de son exécution. Il a noté que les services rendus ne comportaient aucune dimension managériale, technique ou de conseil, et que le contribuable n'exerçait aucun contrôle sur la gestion des entités indiennes du groupe. En s'appuyant sur les décisions antérieures de la Cour et sur le rapport de l'OCDE, le Tribunal a conclu que les revenus n'étaient pas de nature technique, et a donc donné raison au contribuable.

Solvay S. A. (ITAT, Mumbai)

FISCALITE INDIRECTE

Circulaires / Notifications / Communiqués de presse

Approbation provisoire des demandes de remboursement

Pour les demandes de remboursement présentant un faible niveau de risque déposées au titre des opérations à taux zéro (exportations de biens ou services) ou dans le cadre du mécanisme d'inversion de la charge fiscale (inverted duty structure), 90 % du montant réclamé doit être approuvé à titre provisoire, sans examen préalable. Toutefois, si l'agent en charge estime qu'un remboursement provisoire ne doit pas être accordé, il doit en consigner les raisons par écrit.

Instruction No. 06/2025-GST dated October 03, 2025

Prolongation du délai de dépôt

Le délai de dépôt de la déclaration GSTR-3B pour le mois de septembre 2025, ainsi que pour le trimestre juillet-septembre 2025, a été prolongé jusqu'au 25 octobre 2025.

Notification No. 17/2025-GST dated October 18, 2025

Régime simplifié d'immatriculation à la GST

Sur la base d'une analyse de données et de paramètres de risque prédéfinis, l'immatriculation à la GST sera désormais accordée par voie électronique dans un délai de trois jours ouvrables. En outre, pour les petits contribuables dont la taxe mensuelle due n'excède pas 250 000 INR, l'immatriculation sera délivrée dans le même délai, sous réserve de la réussite de l'authentification Aadhaar du signataire autorisé principal et d'un associé ou partenaire.

Notification dated Oct 31, 2025

Décisions judiciaires

Notification de redressement consolidée autorisée en cas de fraude

En cas d'utilisation frauduleuse du crédit d'impôt (ITC), il est désormais possible d'émettre un avis de redressement consolidé (SCN) couvrant plusieurs exercices fiscaux.

Ambika Traders (Supreme Court of India)

Notification préalable obligatoire en cas d'écart entre déclarations

L'administration ne peut engager de procédure ni émettre un SCN pour des divergences entre déclarations sans avoir au préalable adressé un avis via le Formulaire ASMT-10 au contribuable concerné.

Pepsico India Holdings Pvt Ltd (Gauhati High India)

Aucun refus de l'ITC en cas de défaut de paiement de la taxe par le fournisseur

La Cour suprême a rejeté le recours fiscal contre le jugement de la Haute Cour de Delhi, confirmant que les acheteurs conservent leur droit au crédit d'impôt (ITC) même si le fournisseur n'a pas versé la taxe collectée, conformément au Delhi VAT Act, 2004.

Shanti Kiran India Pvt Ltd. (Supreme Court of India)

Délai de demande de remboursement

Le délai de prescription pour déposer une demande de remboursement ne s'applique pas lorsqu'une taxe GST a été perçue à tort sur un loyer résidentiel exonéré.

Nspira Management Services Pvt Ltd (Andra Pradesh High Court)

Approbation provisoire des demandes de remboursement

Régime simplifié d'immatriculation à la GST

Notification de redressement consolidée autorisée en cas de fraude



Intérêts dus en cas de retard dans l'octroi d'un remboursement GST

Les intérêts sont automatiquement exigibles à compter de l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception initiale de la demande de remboursement, et non à partir d'une nouvelle demande introduite après un appel.

Altisource Business Solutions India Pvt Ltd (Bombay High Court)

Pénalité en cas d'expiration d'un e-way bill

Une pénalité ne peut être imposée du seul fait de l'expiration de la validité d'un e-way bill, dès lors qu'aucune intention d'évasion fiscale n'est démontrée.

Trimble Mobility Solutions India Pvt Ltd (Allahabad High Court)

DROIT DES SOCIÉTÉS ET LÉGISLATIONS CONNEXES

Circulaires / Notifications

Dispense des pénalités pour les dépôts annuels

De nouveaux e-forms ont été mis en ligne sur le portail MCA-21 Version 3 pour le dépôt annuel des états financiers et des rapports annuels. Afin de permettre aux déclarants de se familiariser avec ces nouveaux formulaires, la date limite de dépôt a été repoussée au 31 décembre 2025 pour l'exercice 2024-25, sans frais supplémentaires. Toutefois, la date de tenue de l'Assemblée Générale Annuelle reste inchangée.

MCA General Circular No. 06/ 2025 dated October 17, 202

Placement des excédents dans des comptes spéciaux Vostro en roupies

Les comptes spéciaux Vostro en roupies sont ouverts par des banques étrangères auprès de banques indiennes afin de régler les transactions commerciales internationales en roupies indiennes. Ce mécanisme permet aux exportateurs indiens de réaliser leurs transactions en roupies indiennes, réduisant par la même occasion leurs coûts et leur dépendance aux devises étrangères. Aucune autorisation préalable de la RBI n'est requise pour ouvrir de tels comptes. Les banques « Authorized Dealer » peuvent désormais autoriser l'investissement des soldes excédentaires de ces comptes dans des obligations non convertibles, des obligations d'entreprises ou des billets de trésorerie émis par des sociétés indiennes, conformément aux

lignes directrices et plafonds fixés, en plus des bons du Trésor et titres publics déjà autorisés.

RBI/2025-26/91 A.P. (DIR Series) Circular No. 14 dated October 3, 2025

Comptes en devises étrangères détenus par des résidents indiens

Tout exportateur indien peut ouvrir, détenir et maintenir un compte en devises étrangères auprès d'une banque à l'étranger ou dans un International Financial Services Centre (IFSC), afin d'y recevoir le produit intégral de ses exportations ou des avances perçues pour l'exportation de biens et services.

Le solde de ce compte peut être utilisé pour régler des importations ou rapatrié en Inde :

- dans un délai maximal de trois mois pour les comptes détenus dans un IFSC ;
- dans un délai maximal d'un mois pour les autres juridictions,

à compter de la réception des fonds, après déduction des engagements à terme, conformément aux Foreign Exchange Management (Export of Goods and Services) Regulations, 2015.

Notification No. FEMA 10(R)(7)/2025-RB dated October 6, 2025

Clôture dans les délais prévus des opérations dans les systèmes EDMPS et IDMPs

Afin d'alléger les démarches des petits exportateurs et importateurs et de faciliter la clôture rapide des transactions d'un montant inférieur ou égal à 1 million d'INR par entrée ou par facture, il a été demandé aux banques « Authorized Dealers »

Placement des excédents dans des comptes spéciaux Vostro en roupies

Utilisation du solde des comptes en devises étrangères par les résidents indiens

Clôture dans les délais prévus des opérations dans les systèmes EDMPS et IDMPs

d'appliquer les procédures suivantes : mentionned procedure.

- Les opérations doivent être rapprochées et clôturées sur la base d'une déclaration de l'exportateur confirmant la réalisation du paiement ou d'une déclaration de l'importateur attestant du règlement.
- Les réductions du montant déclaré ou de la valeur facturée des documents d'exportation ou d'importation sont acceptées sur la base d'une déclaration de la partie concernée.
- Ces déclarations peuvent être fournies sur une base trimestrielle consolidée pour un rapprochement et une clôture groupés des enregistrements dans les systèmes EDMPS/ IDPMS.

RBI/2025-26/89 A.P. (DIR Series) Circular No.12 dated October 1, 2025

L'ESSENTIEL POUR LES CFO

Exigences révisées de la SEBI concernant les informations minimales pour l'approbation des RPT

La SEBI a révisé les exigences en matière de divulgation des transactions entre parties liées (RPT) afin de simplifier la conformité pour les entreprises cotées. La circulaire modifie la section III-B de la circulaire-cadre (« Master Circular ») pour permettre une réduction des obligations de divulgation pour les transactions ne dépassant pas 1 % du chiffre d'affaires consolidé annuel ou 100 millions d'INR, le montant le plus faible étant retenu, et prévoit une exemption totale pour les transactions jusqu'à 10 millions d'INR. Pour ces opérations, seules les informations minimales prévues à l'Annexe 13A doivent être communiquées au comité d'audit et aux actionnaires. Cette révision vise à rationaliser les procédures d'approbation, tout en préservant la transparence et en assurant la conformité avec les exigences du règlement LODR.

Nouveaux objectifs d'intensité GES pour le marché des crédits carbone

Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique a publié les GHG Emission Intensity Target Rules, 2025, dans le cadre de l'Energy Conservation Act, 2001 et du Carbon Credit Trading Scheme, 2023. Ces règles introduisent des objectifs contraignants d'intensité des émissions de GES par secteur pour les industries désignées à compter de l'exercice 2025-26, afin de renforcer le marché indien du carbone. Elles prévoient la délivrance et l'échange de crédits carbone, assortis d'exigences de conformité, de sanctions et de mécanismes compensatoires. Les entités concernées doivent atteindre des objectifs annuels et s'enregistrer sur le portail Indian Carbon Market.

Les entreprises qui dépassent leurs objectifs se verront attribuer des crédits carbone, tandis que celles qui ne les atteignent pas devront acheter ou utiliser des crédits accumulés.

Nouveau cadre de l'IRDAI pour la gestion des risques de fraude dans le secteur de l'assurance

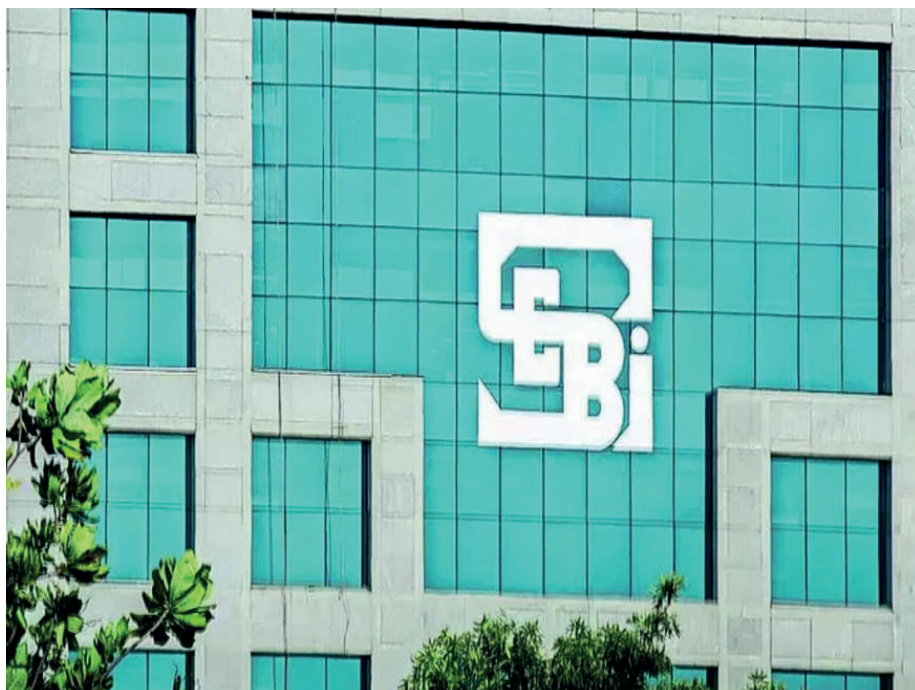
Les Insurance Fraud Monitoring Framework Guidelines, 2025, applicables à partir du 1^{er} avril 2026 instaurent un cadre complet de prévention, détection, déclaration et réponse aux fraudes dans le secteur de l'assurance, couvrant aussi bien les assureurs que leurs canaux de distribution. Les lignes directrices imposent la mise en place d'un cadre de gestion du risque de fraude pour tous les assureurs, définissent les catégories de fraude, établissent une politique de tolérance zéro, et exigent une révision annuelle des plans anti-fraude avec des indicateurs d'alerte (Red Flag Indicators). Chaque assureur doit créer un Comité de surveillance de la fraude et une Unité de suivi

Exigences révisées de la SEBI concernant les informations minimales pour l'approbation des RPT

Nouveaux objectifs d'intensité GES pour le marché des crédits carbone

Nouveau cadre de l'IRDAI pour la gestion des risques de fraude dans le secteur de l'assurance

des fraudes, renforcer les contrôles contre la cyberfraude et assurer un signalement rapide des incidents aux autorités compétentes, au comité de gestion des risques, au conseil d'administration et au comité d'audit.



FUSIONS & ACQUISITIONS

Relance du commerce de détail : la dynamique des fusions-acquisitions en Inde atteint 3,4 milliards USD au trimestre festif

Le secteur de la consommation et du commerce de détail en Inde a connu une forte activité au cours du trimestre festif, les fusions et investissements ayant atteint 3,4 milliards USD entre juillet et septembre 2025, soit près de quatre fois plus que le trimestre précédent (avril-juin). Cette hausse traduit une confiance accrue des investisseurs, stimulée par la demande festive et la croissance continue du commerce en ligne.

Un total de 132 opérations ont été recensées au cours du trimestre. Les fonds de private equity et les ventures

capital ont dominé le mouvement, avec 97 transactions totalisant 1,3 milliard USD, soit plus du double du trimestre précédent. Les financements se sont concentrés sur des segments à forte croissance tels que l'habillement, le quick-commerce et les places de marché en ligne. Des entreprises comme Zepto et Jumbotail ont attiré des investissements majeurs, tandis que VIP Industries a mis l'accent sur l'expansion de son portefeuille de produits.

Du côté des fusions-acquisitions, 24 opérations d'une valeur totale de 955 millions USD ont été réalisées. Parmi les plus notables figurent le rachat par Tilaknagar Industries de la marque Imperial Blue à Pernod Ricard, et l'acquisition de Damas Jewellery à Dubaï par Titan Company,

illustrant la volonté croissante des entreprises indiennes de consolider leurs marques et de renforcer leur présence internationale.

Les marchés de capitaux ont également contribué à cette dynamique, avec six introductions en bourse (IPO) et cinq placements institutionnels ayant permis de lever plus de 1,1 milliard USD. Parmi les entreprises phares figurent les start-ups Urban Company et Lenskart.

Avec des dépenses festives atteignant 607 milliards d'INR, le trimestre confirme le rôle central du commerce de détail dans la croissance indienne, une tendance qui devrait se poursuivre en 2026 à mesure que les marques renforcent leur présence sur les canaux physiques et digitaux.



ACTUALITÉS RÉCENTES

Édition 2025 du Global Women Leadership Programme - Chambre de Commerce et de l'Industrie des BRICS

27 octobre 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, est intervenu lors de l'édition 2025 du Global Women Leadership Programme 2025 organisé par la Chambre de Commerce et de l'Industrie des BRICS, sur le thème « Financial Acumen for Leaders ». Il y a partagé ses perspectives sur le développement de compétences financières et stratégiques indispensables à un leadership efficace et tourné vers l'avenir.

Séminaire de l'ICAI sur l'audit fiscal

13 octobre 2025

Ramaswami GN, ASA, a participé en tant qu'intervenant au séminaire sur l'audit fiscal organisé par le Southern India Regional Council de l'ICAI. Il y a présenté les clauses clés du Form 3CD, tout en apportant une analyse pratique des aspects liés à la conformité, au reporting et à l'évolution des exigences d'audit.

Aerospace & Defence Meetings Chennai

9 octobre 2025

Sunil Arora, ASA, Laëtitia Durand Guillot et Léa Parmentier ont représenté Baker Tilly ASA India lors de la première édition des Aerospace & Defence Meetings Chennai, un événement réunissant les principaux acteurs mondiaux de l'aéronautique et de la défense venus de plusieurs pays.

Webinaire CII sur les fondamentaux des déclarations et remboursements GST

30 septembre 2025

Lakshay Chhabra, Baker Tilly ASA India, est intervenu en tant qu'orateur lors du webinaire de la CII intitulé « Basics of GST Returns and Refunds », dans le cadre de la série « Empowering MSMEs: Journey Through Basics ». La session a abordé la structure des déclarations GST, les procédures de remboursement et des recommandations pratiques de conformité destinées aux PME.

Rationalisation des taux de GST : impacts pour les principaux secteurs d'activité

1er octobre 2025

Auteurs : Himanshu Srivastava, Subroto Bose & Mina Nagashima, Baker Tilly ASA India

L'Inde évolue vers un système simplifié à deux taux. Les produits essentiels deviennent plus abordables, la charge administrative s'allège, et les entreprises disposent d'une opportunité réelle de repenser leurs stratégies de croissance. La transition comportera des défis, mais la direction est claire : un système plus équitable, plus simple et plus favorable à la croissance.

Protection des données dans les opérations de M&A : assurer la conformité au regard du DPDP Act indien

7 octobre 2025

Auteurs : Shrikrishna Dikshit & Rachit Shukla, Baker Tilly ASA India

Cet article analyse le DPDP Act sous

l'angle des fusions-acquisitions, en mettant en évidence la manière dont la protection des données, la due diligence et la responsabilité fiduciaire redéfinissent les stratégies de transaction. Il souligne la nécessité croissante d'effectuer des analyses d'impact, d'assurer des transferts de données sécurisés et de renforcer la conformité proactive afin de sécuriser les processus d'intégration post-acquisition.

La vérité qu'aucun rapport d'audit ne peut révéler : l'analyse discrète forensiques derrière les chiffres

15 octobre 2025

Auteurs : Bhushan Sharma & Aman Jain, Baker Tilly ASA India

Les auteurs explorent la dimension humaine des audits forensiques, soulignant que si les preuves peuvent révéler les faits, seule l'intention complète la vérité. Malgré des investigations approfondies et des analyses de données poussées, l'histoire entière reste connue uniquement de l'auteur des actes.

Exclusion des sources étrangères dans le cadre du FTS : un domaine fortement exposé aux contentieux

16 octobre 2025

Auteurs : Pragya Bansal & Roshni Chaurasia, ASA

L'article analyse l'exclusion de source étrangère prévue à l'article 9(1)(vii)(b) de l'Income Tax Act, 1961, en mettant en lumière les ambiguïtés d'interprétation, les divergences jurisprudentielles et la nécessité de maintenir une documentation rigoureuse ainsi que des positions fiscales prudentes pour limiter les risques de litige.

GLOSSAIRE

AY

Assessment Year

BRICS

Brazil, Russia, India, China, and South Africa

CBDT

Central Board of Direct Taxes

DPDP

Digital Personal Data Protection

DPIA

Data Protection Impact Assessment

DTAA

Double Taxation Avoidance Agreement

EDMPS

Export Data Processing and Monitoring System

FTS

Fee for Technical Services

FY

Financial Year

GHG

Greenhouse Gas

GST

Goods & Services Tax

ICAI

Institute of Chartered Accountants of India

IDMPS

Import Data Processing and Monitoring System

IPO

Initial Public Offer

IRDAI

Insurance Regulatory and Development Authority of India

ITAT

Income Tax Appellate Tribunal

ITC

Input Tax Credit

ITR

Income Tax Return

LODR

Listing Obligations and Disclosure Requirements

M&A

Mergers & Acquisitions

MSME

Micro, Small, Medium Enterprise

OECD

Organisation for Economic Co-operation and Development

PE

Permanent Establishment

RBI

Reserve Bank of India

RPT

Related Party Transaction

SCN

Show Cause Notice

SEBI

Securities and Exchange Board of India

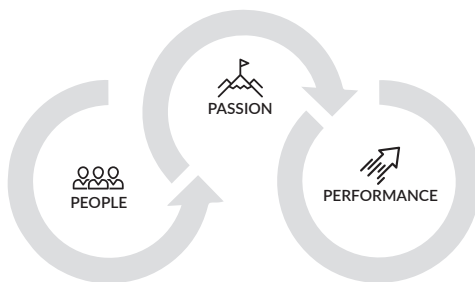
Votre avis nous intéresse.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et suggestions à l'adresse suivante :

french.desk@bakertilly.in

À PROPOS

Un cabinet pluridisciplinaire offrant une gamme complète de services en stratégie d'entreprise, expertise comptable, conseil fiscal ainsi qu'en analyse financière et marketing.



SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Commissariat aux comptes
- Conseil aux entreprises
- Cybersécurité
- Services pour CFO français
- Services d'externalisation
- Fiscalité
- Gestion des risques
- Conseil en transactions

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL



70 Associés/
Directeurs

6000+
Clients

1300+
Professionnels
en interne

PRÉSENCE MONDIALE



43,000
Employés



700
Bureaux



143
Territoires



\$5.6 Mds
Chiffre d'affaires



Baker Tilly ASA India LLP

New Delhi (Corporate Office)

Aurobindo Tower
81/1 Third Floor Adchini
Aurobindo Marg
New Delhi 110 017, INDIA
T +91 11 4100 9999

Ahmedabad

306 - B, Pinnacle Business Park
Corporate Road, Prahlad Nagar
Ahmedabad, 380 015, INDIA
T + 91 79 4891 5409

Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3
1st Main Road, 3rd Phase
Sarakki Industrial Layout
J P Nagar, Bengaluru 560078, INDIA
T +91 80 4907 9600

Chennai

Unit No. 709 & 710,
7th Floor 'Beta Wing'
Raheja Towers, New Number 177
Anna Salai, Chennai 600 002, INDIA
T +91 44 4904 8200

Gurgaon

Time Square Fourth Floor
Block B, Sushant Lok 1
Gurgaon 122 002, INDIA
T +91 124 4333 100

Hyderabad

Vasavi's MPM Grand
11th Floor, Unit No 1204
Yella Reddy Guda Road, Ameerpet
Hyderabad Telangana 500 073, INDIA
T +91 40 2776 0423

Kochi

Pioneer Tower
207-208 Second Floor, Marine Drive
Kochi 682 031, INDIA
T +91 484 410 9999

Mumbai

Lotus Corporate Park
G-1801 CTS No.185/A
Graham Firth Compound
Western Express Highway, Goregaon East
Mumbai 400 063, INDIA
T +91 22 4921 4000

Pune

CTS 970, Pride Kumar Senate,
501-502, Building B3, II,
Senapati Bapat Rd, Shivajinagar, Pune,
Maharashtra 411 016 INDIA
T +91 20 2553 0144

Affiliés Nationaux

Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and
Vishakhapatnam

CIN: U74140DL1996PTC078668

Clause de non-responsabilité : Toutes les précautions ont été prises pour s'assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et sont exactes. Toutefois, ce document n'a pas vocation à fournir un conseil juridique, fiscal, comptable ou professionnel de quelque nature que ce soit. Il est recommandé de solliciter un avis approprié avant d'entreprendre toute action sur des sujets spécifiques.